

A bout portant

Colette Braeckman

Le Soir, 5 juillet 1994, page 1

L'humanitaire est-il devenu un prétexte pour prolonger la guerre par d'autres moyens ? Au moment même où le Front patriotique, après un siège de trois mois, entrainait enfin dans Kigali et, au sud, prenait la ville de Butare, la France modifiait le mandat de l'opération Turquoise en créant une « zone de sécurité ». Cette enclave, qui couvre environ un cinquième du Rwanda, a été décrétée « zone humanitaire sûre ». Le général Lanxade, chef d'état-major français, a déclaré que ses troupes étaient prêtes à s'interposer entre des populations menacées et des bandes armées.

Les deux termes sont un euphémisme : les Tutsis ayant déjà été massacrés par centaines de milliers et les survivants ne se comptant plus que par quelques centaines, ceux qui fuient devant le FPR sont des civils hutus, poussés devant eux par les miliciens et les troupes gouvernementales. Quant aux « bandes armées », les gouvernementaux ayant battu en retraite, il ne s'agit plus que des combattants du FPR, toujours qualifiés de « rebelles » alors qu'ils contrôlent désormais les trois quarts du pays, dont la capitale.

Le Front patriotique a toujours exprimé son opposition à la création d'une telle enclave, assurant qu'elle n'aurait d'autre but que protéger l'armée hutue et ses miliciens meurtriers.

En bloquant la victoire complète du FPR, la France est sortie de la neutralité qu'elle affichait dans les premiers jours de l'opération. En effet, les militaires français demeurent aux côtés de l'armée rwandaise et offrent un ultime havre de sécurité à un « gouvernement intérimaire » qui, depuis trois mois, multiplie les appels à la mobilisation populaire et au meurtre de l'« ennemi intérieur », c'est-à-dire les modérés hutus et les tutsis.

Quant aux Nations unies, qui avaient donné un mandat à la France sous la pression du secrétaire général Boutros Ghali, elles ont été « informées » de la décision française, de même que la Minuar. L'évolution de la situation sur le terrain laisse désormais face à face la France et le Front patriotique, et tout semble indiquer que l'affrontement est inévitable. Le FPR, qui privilégie une solution politique, ne souhaite pas arriver au pouvoir par une victoire totale, mais il n'a pas l'intention de se laisser priver de son succès militaire et d'être obligé de traiter avec un gouvernement qui, à ses yeux, n'a aucune légitimité puisque composé de membres de la tendance dure, le « hutu power ».

Ses responsables ont toujours signifié qu'ils étaient déterminés à s'opposer à l'opération Turquoise si celle-ci sortait de sa stricte neutralité. Quant à la

France, qui a toujours – et encore après l’assassinat du président Habyarimana – fourni munitions et soutien politique à l’armée gouvernementale, elle se prépare clairement à se battre.

Le colonel Thibault l’a répété à Gikongoro : Si le FPR vient ici et menace les populations, nous tirerons sans problèmes. L’officier a d’autant moins d’états d’âme qu’il fut longtemps le conseiller militaire d’Habyarimana.

Au Rwanda même, mais aussi à Goma, les préparatifs militaires vont bon train : les rotations d’avions militaires se multiplient, à titre d’exercice, les appareils français surveillent la région du Masisi au Zaïre (où des exilés rwandais sont soupçonnés d’aider le FPR). Mais de l’autre côté, la prise de Kigali a galvanisé les troupes du Front patriotique dont les effectifs dépassent les 20.000 hommes et qui ont pris sur l’ennemi munitions et armements lourds.

En France déjà, cette extension du mandat de l’opération Turquoise provoque craintes et réactions : l’organisation Médecins du monde a estimé que

la création de cette zone humanitaire sûre équivalait à protéger les responsables des massacres, tandis que le rapporteur de l’ONU, René Degni Segui, a déclaré qu’il s’agissait d’une intervention politique qui n’arrangeait pas les choses. En Belgique, le départ du détachement médical qui devait rejoindre l’opération Turquoise a été momentanément postposé, sa sécurité ne pouvant être assurée à 100 % par les Français.

Si le principe d’une aide humanitaire fait l’unanimité, l’envoi de militaires avait été jugé très risqué par plusieurs ministres. Mais il semble que le CVP, lié depuis trente ans à la « majorité hutue », a fait pression sur le ministre Delcroix jusqu’à ce que le Premier ministre Dehaene se voie confier la responsabilité du dossier. Et conclue, avec bon sens semble-t-il, que dans l’imbroglio actuel, où la France mène son propre jeu, il est urgent d’attendre.

COLETTE BRAECKMAN

A bout portant page 2 Article page